



CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION DES ACHATS DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE

## APPEL D'OFFRES OUVERT

### **VALORISATION ET PRÉCONISATIONS STRATÉGIQUES DANS LE CADRE DE LA CESSIION D'ACTIFS IMMOBILIERS COMPLEXES EN ZONE URBAINE**












---

Cahier des Clauses Administratives Particulières

**CCAP AO\_2025\_011**

---

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Marché public de services</p> <p><u>Objet</u> : VALORISATION &amp; PRÉCONISATIONS STRATÉGIQUES DANS LE CADRE DE LA CESSION D'ACTIFS IMMOBILIERS COMPLEXES EN ZONE URBAINE</p>
	<p>Acheteur :</p> <p>CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54000 - NANCY</p>
	<p>Le marché inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>Marché passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. CCAG applicable au marché public : CCAG Prestations Intellectuelles.</p>
	<p>CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY, 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 54000 NANCY</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p>Le marché est conclu jusqu'au 31.12.2029</p>
	<p>Le marché est à prix forfaitaire.</p>
	<p>Le marché est révisable.</p>
	<p>Prestations similaires :</p> <p>Le marché prévoit la possibilité pour l'acheteur de conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.</p>
	<p>Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1.</b>	<b>PRÉAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE 2.</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>6</b>
ARTICLE 1.	PRÉSENTATION DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE .....	6
ARTICLE 2.	PRÉSENTATION DU CONTRAT .....	7
2.1.	OBJET DU CONTRAT .....	7
2.2.	ÉTABLISSEMENT(S) BÉNÉFICIAIRE(S) DU CONTRAT .....	7
2.3.	DIVISION EN LOTS .....	7
2.4.	FORME DU CONTRAT .....	7
2.5.	DURÉE DU CONTRAT .....	8
2.6.	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	8
ARTICLE 3.	NOMENCLATURES ASSOCIÉES A L'OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	8
3.1.	NCHFS : NOMENCLATURE DES CATÉGORIES HOMOGÈNES DES FOURNITURES ET SERVICES.....	8
3.2.	CPV : CLASSIFICATION PRINCIPALE CONFORMES AU VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHÉS EUROPÉENS .....	8
ARTICLE 4.	PROCÉDURE DE PASSATION.....	8
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	8
ARTICLE 6.	PARTIES CONTRACTANTES.....	9
6.1.	REPRESENTANT DE L'ACHETEUR.....	9
6.2.	TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC.....	9
6.3.	SOUS-TRAITANCE .....	9
6.4.	GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES .....	10
<b>PARTIE 3.</b>	<b>ENGAGEMENTS DES PARTIES .....</b>	<b>11</b>
ARTICLE 7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	11
7.1.	MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DU TITULAIRE .....	11
7.2.	DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE .....	11
7.3.	MONNAIE DE COMPTE .....	11
7.4.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ.....	11
7.5.	CONTINUITÉ D'EXÉCUTION .....	11
ARTICLE 8.	OBLIGATION DE COLLABORATION.....	12
ARTICLE 9.	RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES.....	12
ARTICLE 10.	TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL .....	12
10.1.	FINALITÉS.....	13
10.2.	CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES .....	13
10.3.	DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES.....	13
10.4.	TRANSFERTS DE DONNÉES.....	13
10.5.	SÉCURISATION DES DONNÉES .....	14
10.6.	CONSERVATION DES DONNÉES.....	14
ARTICLE 11.	MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION .....	14
11.1.	À L'INITIATIVE DE L'ÉTABLISSEMENT .....	14
<b>PARTIE 4.</b>	<b>PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>15</b>
ARTICLE 12.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC .....	15
12.1.	MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX.....	15
12.2.	DÉTERMINATION DES PRIX.....	15
12.3.	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE .....	15
12.4.	VARIATION DES PRIX .....	15
ARTICLE 13.	MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....	16
13.1.	FACTURATION.....	16
13.2.	MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	17
13.2.1.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	17
13.2.2.	MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....	17

13.3.	CESSION DE CRÉANCE.....	17
13.4.	DÉLAI DE PAIEMENT.....	17
ARTICLE 14.	AVANCE.....	18
ARTICLE 15.	RETENUE DE GARANTIE.....	18
<b>PARTIE 5.</b>	<b>MODALITÉS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>19</b>
ARTICLE 16.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	19
ARTICLE 17.	ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	19
ARTICLE 18.	DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	19
ARTICLE 19.	RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES.....	19
19.1.	RESPONSABILITÉ.....	19
19.2.	ASSURANCES.....	20
<b>PARTIE 6.</b>	<b>VERIFICATION DES PRESTATIONS, GARANTIE.....</b>	<b>21</b>
ARTICLE 20.	GARANTIE.....	21
<b>PARTIE 7.</b>	<b>DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>22</b>
ARTICLE 21.	PÉNALITÉS ET PRIMES.....	22
ARTICLE 22.	CAS DE RÉSILIATION.....	23
ARTICLE 23.	EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	24
ARTICLE 24.	DIFFÉRENTS ET LITIGES.....	24
24.1.	MÉDIATEUR INTERNE.....	25
24.2.	TRIBUNAL COMPÉTENT.....	25
<b>PARTIE 8.</b>	<b>DÉROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>26</b>

## PARTIE 1. PRÉAMBULE

---

### **Législation applicable**

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

Les documents ainsi listés, non joints au dossier, sont réputés comme connus des fournisseurs.

Ils peuvent être retirés sur le site de la Direction des affaires Juridiques :  
<https://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique>

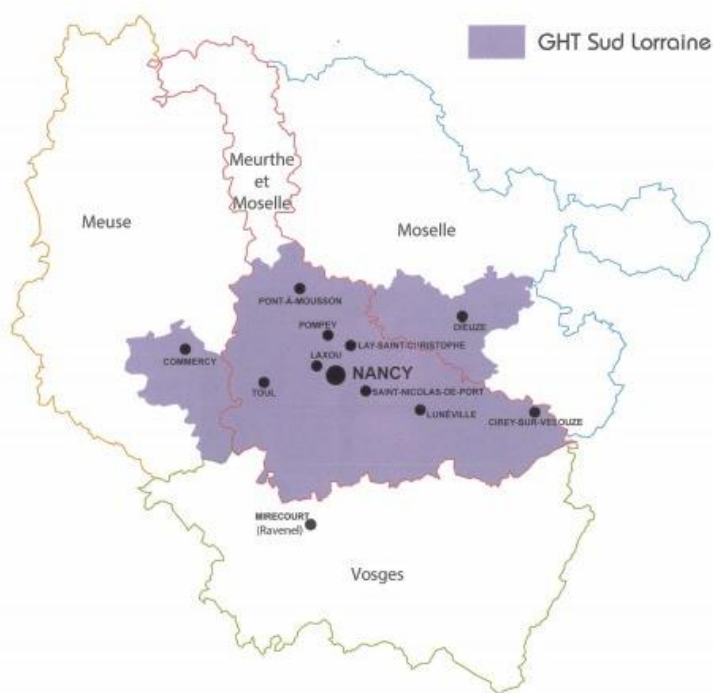
## PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 1. PRÉSENTATION DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Hôpitaux Sud Lorraine (aussi dénommé GHT 7) a été créé, en application de la Loi 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé ayant pour objectif la mise en place d'un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé.

Les 11 établissements membres du GHT Hôpitaux Sud Lorraine sont :

- Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy
- Le Centre Hospitalier de Commercy
- Le Centre Hospitalier de Dieuze
- Le Centre Hospitalier de Pompey
- Le Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson
- Le Centre Hospitalier de Toul
- Le Groupement Hospitalier de l'Est Meurthe-et-Moselle regroupant :
  - le CH de Lunéville
  - le CH de Saint-Nicolas-de-Port
  - le CH 3H Santé
- L'établissement public en santé mentale de Nancy à Laxou
- L'établissement public en santé mentale de Ravenel à Mirecourt



**Le CHRU de Nancy, désigné établissement support, assure, depuis le 1er janvier 2018, la responsabilité de la fonction achat pour le compte des établissements parties du GHT.**

Il devient à ce titre pouvoir adjudicateur unique pour l'ensemble des établissements parties au GHT.

Conformément à l'article R 6132-16 du Code de Santé Publique, la fonction achat comprend les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés publics conformément aux dispositions du code de la commande publique ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Les établissements parties assurent, pour ce qui les concerne, l'exécution des marchés publics (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, règlement des factures...).

## ARTICLE 2. PRÉSENTATION DU CONTRAT

---

### 2.1. OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'étude et la valorisation du patrimoine immobilier urbain du CHRU de Nancy selon différents scénarios et l'élaboration de préconisations stratégiques dans le cadre des futures cessions.

### 2.2. ÉTABLISSEMENT(S) BÉNÉFICIAIRE(S) DU CONTRAT

Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy.

### 2.3. DIVISION EN LOTS

Il s'agit d'un lot unique.

L'acheteur est dans l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes compte tenu de l'objet même des prestations visées.

### 2.4. FORME DU CONTRAT

Le présent marché est un marché fractionné à tranches. Il comporte une tranche ferme et quatre tranches optionnelles.

#### **Tranche Ferme :**

La mission prévue dans le cadre de la tranche ferme se décompose en 5 phases

- Phase 1 - Valorisation de 8 sites à céder
- Phase 2 - Stratégie cessions patrimoniales des 4 sites suivants :
  - Hôpital Central
  - Maternité régionale
  - Centre Chirurgical Emile Gallé
  - Tour Marcel Brot
- Phase 3 - Actualisation de la valorisation des 8 sites à l'année N+1
- Phase 4 - Actualisation de la valorisation des 8 sites à l'année N+2
- Phase 5 - Actualisation de la valorisation des 8 sites à l'année N+3

**Tranches Optionnelles :** Stratégie cessions patrimoniales par site,

- TO1 : Hôpital Saint-Julien
- TO2 : Hôpital Marin
- TO3 : Internat Apollon
- TO4 : Crèche Jacques Callot

L'acheteur se réserve la possibilité d'affermir chacune de ces 4 tranches optionnelles au plus tard le 31 décembre 2026. En cas d'affermissement, chaque partie est automatiquement engagée sur les prestations à fournir et décrites au CCTP du présent marché.

L'affermissement fera l'objet d'une décision produite par le pouvoir adjudicateur et sera transmise au titulaire du marché.

Il n'est prévu aucune indemnité de dédit ou d'attente.

## **2.5. DURÉE DU CONTRAT**

Le marché est exécutoire à compter de la date de sa notification jusqu'au 31.12.2029.

## **2.6. PRESTATIONS SIMILAIRES**

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.

# **ARTICLE 3. NOMENCLATURES ASSOCIÉES A L'OBJET DU MARCHÉ PUBLIC**

## **3.1. NCHFS : NOMENCLATURE DES CATÉGORIES HOMOGÈNES DES FOURNITURES ET SERVICES**

66.02	Intermédiation financière et activité de conseil (prestations d'ingénierie financière)
-------	--

## **3.2. CPV : CLASSIFICATION PRINCIPALE CONFORMES AU VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHÉS EUROPÉENS**

Le code CPV principal du marché est le suivant : 70000000-1 - Services immobiliers

# **ARTICLE 4. PROCÉDURE DE PASSATION**

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

# **ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;



- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI) (\*)
- Le mémoire technique et ses éventuelles annexes ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

L'original de chacun de ces documents est conservé dans les archives du Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy.

Les mentions qui pourraient apparaître sur des documents présents dans l'offre du candidat (devis, offre commerciales, CGV ...) et qui seraient contradictoires avec les documents du DCE seront considérées comme nulles.

## **ARTICLE 6. PARTIES CONTRACTANTES**

---

### **6.1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR**

Le représentant légal de la personne publique " Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy "est le représentant du pouvoir adjudicateur. Il s'agit de Monsieur le Directeur Général du CHRU de Nancy, qui est par conséquent habilité à effectuer les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par application du code de la commande publique. Il peut déléguer sa compétence.

### **6.2. TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC**

Le titulaire du marché public est le fournisseur ou prestataire de service qui conclut le marché avec la personne publique.

Le domicile du titulaire du marché public est indiqué à l'acte d'engagement. En l'absence d'indication, il est réputé faire élection de domicile en la Mairie de Nancy.

### **6.3. SOUS-TRAITANCE**

#### **Présentation d'un sous-traitant**

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

#### **Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement**

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;

- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

### **Paiement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

## **6.4. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES**

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

### **ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

#### **7.1. MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de notifier au bénéficiaire dans les plus brefs délais les modifications le concernant, survenant au cours de l'exécution du présent marché et qui se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À la raison sociale du titulaire ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### **7.2. DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou mode d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### **7.3. MONNAIE DE COMPTE**

La monnaie de compte du présent marché est l'Euro.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

#### **7.4. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

#### **7.5. CONTINUITÉ D'EXÉCUTION**

Le titulaire est tenu d'assurer une continuité de service pour l'exécution des prestations prévues par le marché, dans les conditions fixées par le CCTP. Il en répond par la mise en œuvre de moyens humains et matériels et d'une organisation adéquate. Les candidats sont tenus de présenter dans leur offre les modalités de gestion des absences et remplacement des profils ciblés pour la gestion de projet.

En cas de refus par le titulaire d'exécuter prestations prévues au marché dans les conditions et dans le délai de prévenance prévues par le marché, et sauf cas de force majeure, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier à un tiers la charge de la prestation aux frais et risques du titulaire.

Les sommes dues à ce titre, telles que prévues au présent CCAP, seront recouvrées par le pouvoir adjudicateur par tous les moyens de droit, sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

Sont considérés comme cas de force majeure, les événements extérieurs non prévisibles, mettant l'opérateur dans l'impossibilité de remplir ses engagements (ex : catastrophe naturelle, émeutes, ...). Le fait de grève du personnel du titulaire ne pourra être considéré comme cas de force majeure.

Au cas où la prestation devrait être modifiée pour l'un de ces cas, les deux parties se concerteraient pour convenir des mesures à prendre. Les mesures nécessaires ne pourraient être prises qu'après agrément écrit.

## **ARTICLE 8. OBLIGATION DE COLLABORATION**

---

Le bénéficiaire et le titulaire s'engagent mutuellement à s'alerter dans les meilleurs délais en cas de difficulté constatée afin que soit mise en place une solution adaptée.

À la demande du bénéficiaire ou du titulaire des réunions dans les locaux du pouvoir adjudicateur sont organisées, traitant notamment de la mise en place de la solution, de l'avancement et suivi des prestations ou des difficultés rencontrées au cours de l'exécution du présent contrat.

## **ARTICLE 9. RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES**

---

Le GHT Hôpitaux Sud Lorraine est signataire depuis octobre 2021 de la charte « Relations fournisseurs et Achats Responsables » (« charte RFAR ») organisée par la Médiation des Entreprises et le Conseil National des Achats (CNA). En poursuivant cette dynamique, le CHRU de Nancy, établissement support du GHT, a été labélisé RFAR en novembre 2022.

Aussi, il souhaite mettre en œuvre autant que possible les exigences de la norme ISO 20400 Achats Responsables dans ses achats.

Afin d'encourager et harmoniser ces bonnes pratiques, le GHT Hôpitaux Sud Lorraine invite le titulaire du marché public, à prendre connaissance des principes et exigences de la charte RFAR et du parcours RFAR promu par la Médiation des Entreprises et le CNA.

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Nancy de toute démarche entreprise par lui ou par ses sous-traitants en la matière, notamment en cas de signature de la charte RFAR, d'attribution du label RFAR, ou de mesures prises pour intégrer les recommandations d'autres normes ou labels, tels que la norme ISO 20400 « Achats Responsables – ligne directrice », dans ses processus internes.

La Médiation des Entreprises – en association avec le CNA - pourra accompagner le titulaire et/ou ses sous-traitants dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables>

## **ARTICLE 10. TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL**

---

L'(les) établissement(s) bénéficiaire(s) du marché, tel(s) qu'identifié(s) dans le présent CCAP, s'engage(nt) à se conformer aux réglementations applicables en matière de protection des données, et, en particulier le Règlement (UE) 2016/79 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD), et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite Loi Informatique et Libertés - LIL), conformément aux termes et conditions suivantes.

Le titulaire du marché est considéré comme responsable de traitement indépendant, pour le traitement des données à caractère personnel du (des) établissement(s) bénéficiaire(s) dans le cadre de la gestion des relations contractuelles et commerciales. Ainsi, le titulaire veillera à son obligation d'information des personnes concernées de l'établissement par courriel.

### **10.1. FINALITÉS**

Les finalités du traitement de données à caractère personnel objet de ce contrat sont :

- Exécuter les missions et le marché, en ce qui concerne les traitements destinés à réaliser les opérations relatives au suivi de la relation contractuelle (contrat, services, factures, comptabilité) entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire du marché.
- Respecter les obligations légales applicables à l'établissement bénéficiaire et au titulaire, en ce concerne le traitement à des fins de facturation et de comptabilité ou la gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées

Base légale du traitement des données : exécution d'un contrat, intérêt légitime et obligations légales.

L'établissement bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser ces données à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées.

### **10.2. CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES**

L'établissement bénéficiaire traite, dans le cadre de la gestion des contrats, des informations nominatives telles que : les noms, prénoms et coordonnées professionnelles de ses correspondants, ou encore une liste nominative de travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail.

### **10.3. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES**

Les personnes concernées pourront exercer leurs droits octroyés par le RGPD et la LIL : accès, rectification, suppression, etc. de leurs données recueillies dans le cadre de ce contrat, auprès du délégué à la protection des données (DPO) de l'établissement support du GHT Hôpitaux Sud Lorraine via l'adresse électronique suivante : [dpo@chru-nancy.fr](mailto:dpo@chru-nancy.fr)

Si elles estiment, après l'avoir contacté, que leurs droits ne sont pas respectés, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL (autorité française de contrôle des données à caractère personnel) pourra recueillir leur réclamation (plainte), sur son site internet : <https://www.cnil.fr/fr/webform/adresser-une-plainte>.

### **10.4. TRANSFERTS DE DONNÉES**

L'établissement bénéficiaire est susceptible de communiquer, de façon ponctuelle, des données à caractère personnel du titulaire en lien avec les finalités décrites dans le présent contrat. Ainsi, il peut mettre ces données à disposition de :

- Sociétés tierces fournisseurs des services : Conseillers juridiques, auditeurs, etc.
- Comité d'éthiques et autorités gouvernementales,
- Autres tiers sur ordonnance d'un tribunal, ou requis par un processus juridique ou légal.

En cas de recours à des prestataires de service ayant accès à des données à caractère personnel, l'établissement bénéficiaire exige de ces prestataires de service :

- qu'ils prennent toutes les mesures adéquates pour préserver la confidentialité et garantir la sécurité de ces données,
- qu'ils les traitent conformément au présent contrat, sans les utiliser à d'autres fins.

## **10.5. SÉCURISATION DES DONNÉES**

L'établissement bénéficiaire prendra les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données à caractère personnel du titulaire du marché, conformément à la législation applicable en matière de sécurité et de confidentialité des données.

## **10.6. CONSERVATION DES DONNÉES**

A la fin du marché, si la prestation n'est pas reconduite, l'établissement bénéficiaire s'engage à archiver les données et à les conserver conformément aux réglementations en vigueur, et au maximum 10 ans.

# **ARTICLE 11. MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION**

---

## **11.1. À L'INITIATIVE DE L'ÉTABLISSEMENT**

Toutes les prestations proposées devront être conformes aux réglementations en vigueur, notamment à celles concernant la sécurité des personnels. Elles devront pouvoir s'adapter facilement, sans coût supplémentaire, à toute modification des règlements à venir.

Les conditions d'exécution du marché pourront ainsi être modifiées par voie d'avenant pour acter l'évolution de la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 12. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHE PUBLIC**

---

#### **12.1. MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX**

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire mentionnés dans l'offre.

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

#### **12.2. DÉTERMINATION DES PRIX**

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents à l'exécution des prestations telle que décrite aux CCAP et CCTP, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. ils comprennent les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration. Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire.

#### **12.3. APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE**

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution de la prestation, sauf disposition réglementaire contraire.

#### **12.4. VARIATION DES PRIX**

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les prix seront révisés annuellement à la date anniversaire du marché.

Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché \* CR

$CR = 0.85 * (c1/C1)$

Où

c1 = indice ICT-2016 - Indice du coût du travail - Salaires et charges - Immobilier (NAF rév. 2 section L) - Base 100 en 2016 en vigueur à la date de la demande de révision.

C1 = indice ICT-2016 - Indice du coût du travail - Salaires et charges - Immobilier (NAF rév. 2 section L) - Base 100 en 2016 en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire

#### Détermination des prix de règlement :

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

## ARTICLE 13. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

---

### 13.1. FACTURATION

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.



## 13.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

### 13.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues au CCAG. Il sera opéré par mandat administratif au compte courant du titulaire renseigné sur l'acte d'engagement.

### 13.2.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

#### Acomptes :

Le paiement des prestations exécutées intervient au terme de chaque élément de mission après vérification et validation du service fait par le chef de projet CHRU, conformément aux montants indiqués au DPGF.

Pour cela, le titulaire établira et tiendra à jour un suivi de mission qui permettra de tracer et valider le service fait par le chef de projet CHRU.

## 13.3. CESSIION DE CRÉANCE

Si le titulaire a recours à une société d'affacturage, les règlements ne pourraient s'effectuer qu'après la signature du certificat de cession de créance (NOTI6) par le CHRU de Nancy en autant d'exemplaire original que de comptable assignataire.

Le titulaire transmet les certificats de cession à la société d'affacturage qui les remettra à chacun des comptables des établissements bénéficiaires accompagnés d'un RIB.

## 13.4. DÉLAI DE PAIEMENT

L'article R. 2192-11 du code de la commande publique fixe le délai de paiement à 50 jours pour les établissements publics de santé.

Ce délai global de paiement court :

- à compter de la date de réception de la facture ou du dernier élément permettant le paiement par l'établissement ou
- à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Ces dates sont constatées par les services de l'établissement. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au créancier d'apporter la preuve de cette date.

Une suspension du délai de paiement pourra être prononcée jusqu'à l'établissement d'une facture conforme ou la production des pièces nécessaires manquantes, notamment dans les cas suivants :

- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire.

Par application de l'article L. 2192-13 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement :

- D'intérêts moratoires : Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- D'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, par application de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 14. AVANCE**

---

Aucune avance n'est accordée pour ce marché.

## **ARTICLE 15. RETENUE DE GARANTIE**

---

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

### **ARTICLE 16. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

---

#### Représentation du titulaire :

Les prestations objet du présent marché doivent être exécutées par une ou plusieurs personnes physiques nommément désignées dans l'offre technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, la personne chargée de l'exécution des prestations qui ne serait plus en mesure d'accomplir sa tâche, peut être remplacée à l'initiative du Titulaire dans un délai maximum de 15j.

À défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire, ou si le remplaçant est lui-même récusé, le marché peut être résilié dans les conditions prévues au présent C.C.A.P.

En sus des stipulations du CCAG-PI, l'acheteur se réserve également le droit de demander le remplacement de la personne en charge de la conduite des prestations, au cours de son intervention, si celle-ci ne remplit pas les engagements contractés par le Titulaire vis-à-vis de l'acheteur.

### **ARTICLE 17. ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

---

Le marché comprend plusieurs parties techniques, au sens de l'article 22 du CCAG-PI. Dans ce cas, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) définie et indiquent le prix de chacune de ces parties (phases).

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le Pouvoir Adjudicateur peut décider, au terme de chacune de ces parties, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraine la résiliation du marché conformément à l'article 38.3 du CCAG-PI.

### **ARTICLE 18. DÉVELOPPEMENT DURABLE**

---

Le marché prévoit une considération environnementale orientée sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre des modalités de déplacement de l'équipe projet du titulaire.

### **ARTICLE 19. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES**

---

#### **19.1. RESPONSABILITÉ**

La société assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, elle est seule responsable de tous les dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à l'établissement bénéficiaire ou à des tiers.

## 19.2. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

## **PARTIE 6. VERIFICATION DES PRESTATIONS, GARANTIE**

---

### **ARTICLE 20. GARANTIE**

---

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception.

### ARTICLE 21. PÉNALITÉS ET PRIMES

---

#### **Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité**

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

#### **Pénalité pour non-présence lors d'une réunion programmée.**

Le titulaire doit être présent lors de toutes les réunions pour lesquelles il reçoit une convocation ou dont il est à l'initiative.

En cas d'absence non excusée préalablement il encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée forfaitairement à 300 € par absence.

#### **Pénalité pour retard dans la remise d'un compte-rendu de réunion.**

Le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € par jour calendaire de retard.

#### **Pénalité pour retard dans la remise d'un livrable (hors CR).**

En cas de remise d'un livrable au-delà de la date prévue par le marché ou qu'il aura indiqué dans son offre technique (hors cas de force majeure ou faute imputable au CHRU de Nancy), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 5000€. Pour chaque semaine supplémentaire de retard une pénalité additionnelle cumulative de 10% vient s'ajouter. Toute semaine entamée est due.

#### Pénalité journalière pour le retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG prestations intellectuelles, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

Les modalités d'application dérogent aux stipulations prévues par l'article 14 du CCAG-PI.

Les pénalités dues par le Titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis ci-dessus ou aux stipulations auxquelles il renvoie, les prestations du Titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou sont imparfaitement réalisées.

Les pénalités sont applicables sans mise en demeure et sur simple confrontation entre la date d'exécution de la prestation prévue et la date d'exécution réelle. Il appartient au Titulaire de faire, le cas échéant, la preuve que les manquements ou retards susceptibles d'engendrer l'application de pénalités ne lui sont pas imputables, soit qu'ils relèvent de la force majeure ou d'une cause exonératoire, soit en raison d'un manquement de l'acheteur à ses propres obligations contractuelles.

Les exécutions et/ou livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité réalisée.

Les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure préalable ; elles sont déduites de la facture correspondant aux prestations en retard ou des factures suivantes.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités appliquées au titulaire est plafonné à 20% du montant total hors taxes du marché.

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

## ARTICLE 22. CAS DE RÉSILIATION

---

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Résiliation pour événements extérieurs au marché :

La résiliation pour événements extérieurs au marché peut intervenir dans tous les cas prévus à l'article 37 du CCAG-PI.

Résiliation pour événements liés au marché :

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, l'acheteur peut prononcer la résiliation de ce dernier.

Conformément aux articles 22 et 38.3 du CCAG-PI, si le marché comprend des parties techniques, l'acheteur se réserve la possibilité d'interrompre l'exécution des prestations au terme de chacune de ces parties techniques composant le marché. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

En complément des cas prévus à l'article 38 du CCAG-PI, l'acheteur pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les prestations.

Cette résiliation n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité.

Résiliation pour faute du titulaire :

Le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, et notamment, dans les cas particuliers suivants :

- En cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;
- Lorsque le Titulaire, pendant la durée de validité du marché, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ;
- Lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail.

Sauf dans les cas cités à l'article 39.2 du CCAG-PI, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Lorsque l'acheteur met le Titulaire en demeure de faire cesser sans délai une situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, la mise en demeure est assortie d'un délai de deux (2) mois, conformément aux dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet à l'acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucune indemnité.

#### Résiliation pour motif d'intérêt général :

L'acheteur peut résilier le marché pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié au marché, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, cette résiliation n'ouvre pas droit pour le titulaire à indemnité, sauf à être indemnisé de la part des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

### **ARTICLE 23. EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

---

En cas d'inexécution de la prestation:

Sauf cas de force majeure, dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché, l'acheteur se réserve le droit de faire exécuter les prestations concernées aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant.

Sauf pour les prestations ne pouvant souffrir d'aucun retard, cette exécution par défaut est précédée d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution par laquelle le Pouvoir Adjudicateur invite le Titulaire à se conformer à ses obligations, et l'informe de la sanction envisagée. À l'expiration de ce délai, à défaut de rétablissement de la situation, l'acheteur y remédie aux frais et risques du Titulaire, soit par lui-même, soit par une entreprise tierce désignée par lui.

Dans l'hypothèse de prestations ne pouvant souffrir d'aucun retard, la décision de les faire exécuter par un tiers est notifiée au Titulaire par le pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire est tenu d'informer par écrit l'acheteur, de la date à laquelle il est en mesure de reprendre l'exécution normale du marché. À défaut, l'acheteur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de la période d'exécution aux frais et risques, et le Titulaire en supportera les conséquences financières.

En cas de reprise des prestations par le Titulaire, l'éventuel surcoût résultant de l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire est déduit des premières factures afférentes à la poursuite de l'exécution des prestations jusqu'au remboursement de ce surcoût.

Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire:

En application de l'article 27.1 du CCAG-PI, en cas de résiliation prononcée aux torts du Titulaire, l'acheteur se réserve le droit de faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire.

Le surcoût éventuel résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, est prélevé sur les sommes restant dues au Titulaire, sans préjudice des droits de l'acheteur à exercer un recours contre le Titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'acheteur.

### **ARTICLE 24. DIFFÉRENTS ET LITIGES**

---

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.



Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché.

#### **24.1. MÉDIATEUR INTERNE**

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relativement à sa validité, son exécution ou son interprétation.

Afin de faciliter cet objectif de rapprochement des points de vue, en cas de différend entre le titulaire et le bénéficiaire du marché, le titulaire peut, après avoir mis en œuvre les dispositions prévues au CCAG, recourir au médiateur interne du GHT Hôpitaux Sud Lorraine en complément des modes de règlement amiable des différends prévus au CCAG.

Le médiateur interne du GHT Hôpitaux Sud Lorraine, mis en place dans le souci d'instaurer des relations durables et équilibrées avec les fournisseurs, peut être saisi à l'adresse suivante : [mediateur@chru-nancy.fr](mailto:mediateur@chru-nancy.fr).

Le demandeur indique, dans sa saisine, le numéro du marché ainsi que, le cas échéant, le lot, concerné par le différend. Il décrit l'objet du différend et les démarches entreprises jusque-là par les parties pour s'efforcer de le régler à l'amiable. Il peut joindre toutes pièces utiles au soutien de la demande.

La durée de la procédure de médiation est fixée à deux mois à compter de la réception de la saisine sauf si les parties en décident autrement d'un commun accord. Le médiateur peut à tout moment considérer que la médiation a échoué, et en tout état de cause, si le délai fixé est dépassé. Il en avisera les parties.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation sont confidentiels, sauf quand leur divulgation est nécessaire pour la mise en œuvre de l'accord trouvé par les parties.

#### **24.2. TRIBUNAL COMPÉTENT**

La juridiction compétente en cas de litige, après tentative amiable entre les parties, est le Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cedex.

## **PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG**

---

Il est dérogé à l'article 3.4.3 du CCAG Prestations Intellectuelles  
Il est dérogé à l'article 10.1.3 du CCAG Prestations Intellectuelles.  
Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Prestations Intellectuelles.  
Il est dérogé à l'article 14.1.2 du CCAG Prestations Intellectuelles.  
Il est dérogé à l'article 14.1.3 du CCAG Prestations Intellectuelles.  
Il est dérogé à l'article 28.2 du CCAG Prestations Intellectuelles.  
Il est dérogé à l'article 40 du CCAG Prestations Intellectuelles.